

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/537		
RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA REGION SUD PACA "RISING SUD" - ANNEE 2022		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/537

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : RENOUELEMENT DE L'ADHESION A L'AGENCE DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA REGION SUD
PACA "RISING SUD" - ANNEE 2022**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021
portant délégations au Président et au Bureau Métropolitain,

VU la délibération n°21/02/19 du Conseil Métropolitain du 16 février 2021 portant
adhésion à l'Agence de Développement Economique de la Région Sud Provence –
Alpes – Côte d'Azur « rising SUD » et désignation des représentants de la Métropole
au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'association,

VU les statuts en vigueur de l'association « risingSUD », ci-annexés,

VU l'appel de cotisation 2022, ci-annexé,

CONSIDERANT que « risingSUD », « bras armé » de la Région sur les 8 filières d'excellence portées par les Opérations d'Intérêt Régional, mobilise son expertise et place l'innovation au cœur de son action au service du développement et de la transformation des filières en mutualisant les ressources des acteurs publics au bénéfice de l'écosystème régional d'appui au développement économique,

CONSIDERANT qu'en 2021, « risingSUD » a décidé d'élargir sa gouvernance afin de répondre de manière plus efficace aux attentes des acteurs économiques et de construire, de manière collective, un nouveau modèle de fonctionnement avec plus de partages et plus d'échanges au service du développement du territoire régional, et a ainsi permis l'adhésion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT l'intérêt majeur pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée de renouveler son adhésion en 2022 à « risingSUD » et d'être ainsi représentée au sein de son Conseil d'Administration et de son Assemblée Générale,

CONSIDERANT que l'adhésion à « risingSUD », pour l'année 2022, s'élève à 10 000 € TTC, selon l'appel de cotisation joint en annexe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'association « risingSUD », pour l'année 2022, pour un montant de 10 000 € TTC.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole en 2022, opération 2121, article 6281, fonction 61.

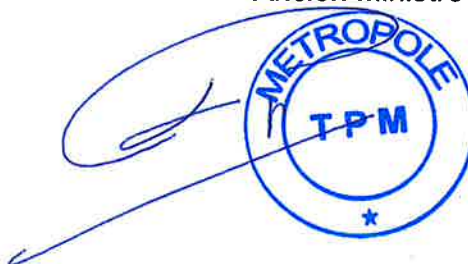
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



APPEL A COTISATION N°0010 du 22/07/2022

RAISON SOCIALE : METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Hôtel Métropole
107, Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON Cedex 9

Affaire suivie par : Sandrine GOUCHON

☐ 04.94.93.83.59 · sgouchon@metropoletpm.fr

Souhaite acquitter son adhésion à l'association **risingSUD** par (*) :

☐ **Chèque** à l'ordre de **risingSUD** et à retourner à :
Bât. Provence – 81/83 boulevard de Dunkerque – CS 30394 - 13217 MARSEILLE CEDEX 02

☐ **Virement** en indiquant la référence **Adhésion2022** :



BNP PARIBAS

Relevé d'Identité Bancaire/IBAN

Ce relevé évite les erreurs ou les retards concernant les opérations au débit (prélèvements,...) ou au crédit (virements de salaire,...) de votre compte. Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations qui concernent votre compte.
N'hésitez pas à le remettre aux organismes concernés par ces opérations.

Code Banque (1)	Code Agence (2)	Numéro de compte (3)	Clé RIB (4)	Votre agence de domiciliation (5)	
30004	02811	00010470730	83	BNP PARIBAS PROVENCE MED ENT	(02811)

IBAN FR76 3000 4028 1100 0104 7073 083 (6) BIC: BNPAFRPPXXX (7)

(1) Code de BNP Paribas
(4) Ce code renforce la sécurité de vos transactions bancaires

(2) Code de votre agence d'origine

(3) Votre numéro de compte
(5) Agence BNP Paribas

(6) International Bank Account Number
(7) Bank Identifier Code

VP 0070 - 06/2012

COTISATIONS ANNEE CIVILE 2022 (*)

☐ **COLLEGE 2 (10 000 €)**

g

Statuts de risingSUD adoptés le 12-01-2021



BK

Titre I – Dispositions générales

Article 1 - Forme

Il est créé par les membres fondateurs, ainsi qu'entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, du décret du 16 août 1901 et des présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de l'association est : risingSUD (également désignée dans les présents statuts comme l'« Association »).

Article 3 – Objet de l'Association

Article 3.1 – Cadre d'intervention de l'Association

La loi n° 2015-991 portant la nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a élargi le champ de compétences des Régions.

Elle a renforcé le rôle de la Région dans la définition et la mise en œuvre de la politique de développement économique notamment au soutien de la croissance des entreprises. La Région a organisé une réflexion collective pour établir le Schéma Régional de Développement Economique de l'Innovation et de l'Internationalisation (SRDEII), document cadre définissant la stratégie globale destinée à faire face aux enjeux de mutations de l'économie régionale.

Cette stratégie précise les priorités de l'économie régionale : conforter et développer les entreprises innovantes dans les domaines à forte croissance, dynamiser les industries traditionnelles par l'innovation et l'ouverture à l'international, dynamiser les filières d'excellence, développer et valoriser l'attractivité du territoire régional, réussir la transition énergétique et écologique.

Dans ce cadre, risingSUD a pour objectif de mettre en synergie, au service du développement économique régional, les acteurs économiques du territoire.

L'Association est un lieu unique de mise en œuvre, d'échanges et de coordination en matière d'innovation et d'attractivité du territoire pour l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans une logique d'optimisation des moyens, risingSUD est mobilisée pour mutualiser les ressources des acteurs publics au bénéfice de l'écosystème régional d'appui au développement économique.

 BK

Article 3.2 – Missions de l'Association

L'Association a pour objectif d'offrir une solution opérationnelle pour accélérer le développement économique du territoire régional dans les champs de l'innovation, du soutien aux entreprises et aux filières d'excellence, de l'internationalisation et de l'attractivité régionale et de l'innovation au sein des entreprises.

Elle intervient de manière opérationnelle en participant à la mise en œuvre de la politique publique de développement économique, d'attractivité et d'accompagnement des entreprises décidée par le conseil régional.

Les actions de l'Association s'inscrivent dans le cadre de missions d'intérêt général, en appui et en déploiement des grandes orientations de la politique régionale de développement économique et de soutien à l'innovation décidées par le conseil régional dans son rôle de chef de file.

Organisées autour de 2 ambitions, les principales missions de risingSUD sont :

Accélérer les entreprises :

- **Accélérer la croissance des entreprises régionales**
- **Développer les entreprises régionales à l'international**

Faire grandir les territoires :

- **Déployer les projets structurants**
- **Attirer les investisseurs et les talents**

Ces missions de soutien aux activités économiques sont mises en œuvre dans le respect de la réglementation des aides d'Etat.

L'Association peut aussi développer tous les partenariats utiles avec les acteurs publics et privés du territoire afin de répondre à ses missions.

Enfin, risingSUD mobilise les programmes européens pour soutenir ces approches.

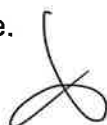
Article 4 – Siège social

Le siège de l'Association est fixé à MARSEILLE.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Article 5 – Durée

La durée de l'Association est illimitée.



BK

Titre II – Composition

Article 6 – Membres

L'Association se compose de membres fondateurs et de membres adhérents répartis en différents collèges au sein de l'assemblée générale.

Article 6.1 – Collèges

Collège 1 comprend les membres fondateurs

- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- L'Etat
- Bpifrance
- La Chambre de commerce et d'industrie Provence Alpes Côte d'Azur
- La Caisse des dépôts et consignations

Collège 2 regroupe les métropoles et une communauté d'agglomération

- Les métropoles d'Aix-Marseille-Provence, de Nice-Côte-d 'Azur, de Toulon-Provence-Méditerranée et la communauté d'agglomération Sophia Antipolis.

Collège 3 regroupe les collectivités territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (hors ceux siégeant dans le collège 2)

Collège 4 regroupe les entreprises

Ce collège est constitué des entreprises représentatives des filières stratégiques définies dans le SRDEII, des différents territoires de la Région et de la typologie des entreprises régionales (de la start up au grand groupe). Elles peuvent notamment bénéficier ou avoir bénéficié des services de l'Association, conseiller l'Association, relayer les messages d'attractivité et participer à la construction des actions menées par l'Association.

Collège 5 est constitué des acteurs de l'écosystème du développement économique

Les universités, les ports, les pôles de compétitivité, le comité régional du Tourisme, les agences économiques métropolitaines et départementales et les acteurs socio-économiques.

Chaque membre de l'Association est représenté par une personne physique désignée selon les règles propres à chacun de ces membres. La personne morale peut décider de changer de représentant et doit alors en informer l'Association.

La liste des membres adhérents de l'Association est tenue à jour par le conseil d'administration et toute modification est présentée en assemblée générale.



BK
4

Des personnalités qualifiées peuvent être invitées aux différentes instances de risingSUD.

Article 6.2 – Participation des membres au financement de l'Association

Chaque année, le conseil d'administration propose au vote de l'assemblée générale le principe du versement et le montant des cotisations, qui peut être modulé en fonction des collèges, et à l'intérieur des collèges, entre catégories.

Tout membre des collèges contribuant au financement annuel global de l'Association via une convention spécifique, pour un montant supérieur ou égal au montant de la cotisation annuelle correspondant à sa catégorie, sera considéré à jour de sa cotisation annuelle.

Article 7 – Admission de nouveaux membres

L'admission de nouveaux membres est soumise à l'agrément préalable du conseil d'administration.

Pour devenir membre adhérent de l'Association, une personne morale doit présenter sa candidature au Président (ou à la Présidente). Le conseil d'administration statue sur les demandes d'admission présentées qui sont ensuite soumises pour validation à l'assemblée générale.

Le refus d'admission n'a pas à être motivé.

L'adhésion implique ipso facto l'acceptation des statuts et d'un éventuel règlement intérieur (cf. article 18).

Article 8 – Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd :

- Par décision de retrait du membre adressée au conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception
- En cas de décision d'exclusion décidée par le conseil d'administration, pour tout motif grave laissé à son appréciation, après que le membre intéressé ait été en mesure de fournir des explications écrites ou pour tout manquement au règlement intérieur éventuellement approuvé.

Titre III – Administration et contrôle de l'Association

Article 9 – Assemblée générale

Article 9.1 – Composition et représentation

L'assemblée générale se compose de tous les membres de l'Association à jour de leur cotisation sauf pour les membres du collège 4 qui sont exemptés de cotisation.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'Association

appartenant au même collège (sauf pour les membres fondateurs qui peuvent porter un pouvoir d'un membre de tout collège de l'Association).

Le nombre de pouvoirs pouvant être détenu par un membre de l'Association est limité à 1 (sauf pour les membres fondateurs qui peuvent en porter 2).

La représentation des membres fondateurs (collège 1) au sein de l'assemblée générale est assurée :

- Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par 2 représentants : 2 élus régionaux
- Pour la CCIR par 2 représentants
- Pour Bpifrance par 1 représentant
- Pour la CDC par 1 représentant
- l'Etat par 1 représentant

Au sein des collèges 2, 3, 4 et 5 chaque membre dispose d'un représentant.

Article 9.2 – Répartition des voix

La répartition des voix par collège est la suivante :

- Le collège n°1 dispose de 55% des voix
- Le collège n°2 dispose de 20% des voix
- Le collège n°3 dispose de 10% des voix
- Le collège n°4 dispose de 10% des voix
- Le collège n°5 dispose de 5 % des voix

Pour tous les collèges, la position majoritaire au sein d'un collège équivaut à la position du collège.

Au sein du collège 1, les voix sont réparties de la manière suivante :

- La Région a 45% des voix
- La CCIR a 25 % des voix
- Bpifrance a 15% des voix
- La CDC a 15% des voix

Chaque représentant d'un membre du collège 1 dispose d'une voix à l'exception de l'Etat qui a un rôle consultatif.

En cas de partage des voix, la position du Président ou de la Présidente est prépondérante.

Au sein du collège 2, chaque représentant d'un membre dispose d'une voix.

En cas de partage des voix, la position du membre représentant le plus grand nombre d'habitants est prépondérante.

Au sein du collège 3, chaque représentant d'un membre dispose d'une voix.

En cas de partage des voix, la position du membre représentant le plus grand nombre d'habitants est prépondérante.

Au sein du collège 4, chaque représentant d'un membre dispose d'une voix.

Au sein du collège 5, chaque représentant d'un membre dispose d'une voix.

Article 9.3 – Convocation. Compétences. Fonctionnement. Procès- verbaux

a) Convocation

L'Association se réunit au moins une fois par an en assemblée générale pour l'approbation des comptes et du rapport de gestion, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président du conseil d'administration, à son initiative, ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

La convocation est adressée aux membres de l'Association, par tout moyen de communication écrit ou électronique, quinze jours au minimum avant la réunion.

L'ordre du jour, décidé par le Président du conseil d'administration, est joint à la convocation. Il inscrit à l'ordre du jour les demandes qui lui sont adressées par le quart au moins des membres de l'assemblée générale.

Il est tenu une feuille de présence qui est signée par les membres participant à la séance.

b) Compétences

L'assemblée générale a seule la compétence pour modifier les statuts, décider de la dissolution de l'Association et l'attribution des biens de l'Association ou sa fusion avec toute autre association poursuivant un but analogue.

L'assemblée générale valide les demandes d'adhésion qui ont été agréées par le conseil d'administration et approuve le montant des cotisations proposé par le conseil d'administration.

L'assemblée générale statue sur les rapports relatifs à la gestion de l'Association ainsi qu'à sa situation morale et financière. Elle reçoit le compte-rendu des travaux du conseil d'administration ainsi que les comptes du trésorier, prend connaissance du rapport du commissaire aux comptes et statue sur leur approbation.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, l'assemblée générale est réunie pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant.

L'assemblée générale désigne pour une période de 6 exercices sociaux, un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant pour

contrôler les comptes de l'Association.

Le commissaire aux comptes est obligatoirement convoqué aux assemblées générales.

c) Fonctionnement

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. Les décisions sont valablement prises si le quart des membres est présent. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est de nouveau convoquée dans un délai de quinze jours et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Sont réputés présents, les membres de l'assemblée générale qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions prévues aux articles R225-61, R225-97 et R225-98 du code du commerce.

d) Procès-verbaux

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux, signés du Président (ou de la Présidente) de l'Association font mention explicite des décisions adoptées, des présents et des représentés. Ces procès-verbaux sont consignés sur un registre spécial.

Article 10 – Conseil d'administration

Article 10.1 – Composition et représentation

L'Association est administrée par un conseil d'administration composé des administrateurs siégeant au sein des collèges 1 et 2.

Collège 1 : 7 administrateurs :

- Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 représentants
- Pour la CCIR : 2 représentants
- Pour Bpifrance : 1 représentant
- Pour la CDC : 1 représentant
- Pour l'Etat : 1 représentant

Collège 2 : 4 administrateurs :

- Pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 représentant,
- Pour la métropole de Nice-Côte-d'Azur : 1 représentant,
- Pour la métropole de Toulon-Provence-Méditerranée : 1 représentant,
- Pour la communauté d'agglomération Sophia Antipolis : 1 représentant.

Chaque représentant du conseil d'administration dispose d'un suppléant.



En cas de vacance d'un poste pour quelque motif que ce soit, le membre désigne, selon les règles qui lui sont propres, un remplaçant dans les plus brefs délais.

Article 10.2 – Répartition des voix

- le collège n°1 dispose de 60% des voix
- le collège n°2 dispose de 40% des voix

Au sein du collège 1 :

- La Région a 45% des voix
- La CCIR a 25 % des voix
- Bpifrance a 15% des voix
- La CDC a 15% des voix

Au sein du collège 1, chaque représentant d'un membre dispose d'une voix à l'exception du représentant de l'Etat qui a un rôle consultatif.

La position majoritaire au sein du collège 1 équivaut à la position du collège.

En cas de partage des voix au collège 1, la position du Président ou de la Présidente est prépondérante.

Au sein du collège 2, chaque administrateur dispose d'une voix. La position majoritaire du collège est la position du collège.

En cas de partage des voix, la position du membre représentant le plus grand nombre d'habitants est prépondérante.

Article 10.3 – Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour autoriser tous actes, dans l'intérêt de l'Association et dans la limite de son objet.

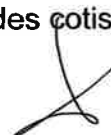
Le conseil d'administration arrête les comptes annuels, se prononce sur le plan d'actions et le budget prévisionnel. Il prépare l'ordre du jour et le texte des résolutions de chaque assemblée, statue sur le rapport de gestion et sur le bilan d'activités de l'Association rédigé par le directeur et présenté à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration adopte, le cas échéant, le règlement intérieur et ses modifications ultérieures.

Il nomme le directeur général, sur proposition du Président.

Il statue sur les demandes d'adhésion et de démission avant leur validation en assemblée générale.

Il propose au vote de l'assemblée générale, le principe et le montant des cotisations annuelles.



Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs au directeur de l'Association

Article 10.4 – Réunion. Convocation. Procès-verbaux

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président ou à la demande du quart au moins de ses membres.

La convocation est adressée, par tout moyen de communication écrit, quinze jours au moins avant la réunion.

L'ordre du jour, décidé par le Président du conseil d'administration est joint à la convocation. Toute autre question peut être ajoutée à la demande de l'un des membres du conseil d'administration sous réserve qu'elle soit présentée par écrit, cinq jours avant la date de la réunion du conseil d'administration.

Il est tenu une feuille de présence qui est signée par les membres participant à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. Les décisions sont valablement prises si la moitié des membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est de nouveau convoqué dans un délai de quinze jours et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Sont réputés présents, les membres du conseil d'administration qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions prévues aux articles R225-61, R225-97 et R225-98 du code du commerce.

Il est dressé un procès-verbal des séances. Les procès-verbaux, signés par le Président (ou la Présidente) du conseil d'administration font mention explicite des décisions adoptées, des présents et des représentés. Ces procès-verbaux sont consignés sur un registre spécial.

Article 11 – Bureau du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit, en son sein, par scrutin uninominal à un tour, le bureau du conseil d'administration qui se compose de :

- un(e) Président(e)
- un(e) Vice-Président(e)
- un(e) secrétaire
- un(e) trésorier(e)

Chaque membre dispose d'un suppléant.

Ce bureau se réunit sur convocation de son Président. Il peut également être convoqué à la demande du quart de ses membres sur un sujet précis.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. Les décisions sont valablement prises si la moitié des membres est présente.

Sont réputés présents, les membres du bureau qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions prévues aux articles R225-61, R225-97 et R225-98 du code du commerce.

Article 12 - Rôle du Président, du Vice-Président et du Trésorier de l'Association

Article 12.1 Le Président

Le Président convoque et préside le conseil d'administration et l'assemblée générale.

Le Président convie toute personne qu'il estime utile aux travaux du conseil d'administration et de l'assemblée générale, sans que ceux-ci ne puissent participer au vote.

Il prend les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de l'Association, prépare les questions et les projets de décisions à soumettre aux assemblées générales et au conseil d'administration et suit l'application des décisions prises en leur sein.

Il représente l'Association en justice et dans les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet.

En cas de représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Il a notamment qualité pour ouvrir tous comptes en banque, chèques postaux, prendre tout engagement financier et ester en justice tant en demande qu'en défense et consentir toute transaction.

Le Président propose au conseil d'administration la nomination du Directeur général de l'Association.

Il peut consentir des délégations de signatures et de pouvoirs.

Article 12.2 Le Vice-Président

Le Vice-Président assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Vice-Président remplace le Président. Il est alors investi des mêmes attributions et pouvoirs que le Président qu'il remplace.

Article 12.3 Le trésorier

Le trésorier est chargé de la gestion comptable et financière de l'Association sous la responsabilité du Président. Le cas échéant, le trésorier rend compte de la gestion de l'Association aux instances (conseil d'administration et assemblée générale) et soumet le bilan des comptes à l'approbation de l'assemblée générale, au nom du conseil d'administration.



Article 12.4 Le secrétaire

En liaison avec le directeur général, il organise la tenue des réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du bureau et rédige les procès-verbaux.

Article 13 – Directeur général de l'Association

Le conseil d'administration désigne, sur proposition du Président, un directeur général.

Le directeur général veille au bon fonctionnement de l'Association suivant les instructions du Président de l'Association et assure la gestion du personnel de l'Association.

Le directeur général assiste de plein droit, avec voix consultative, au conseil d'administration sauf pour les affaires qui le concernent.

Titre IV – Ressources. Personnel. Comptes de l'Association. **Commissaire aux comptes**

Article 14 – Ressources de l'Association

Les ressources de l'Association comprennent :

- Les cotisations versées par ses membres ;
- Le prix des prestations fournies à ses membres et accessoirement à des tiers ;
- Les subventions publiques ;
- Les produits de toute nature en rapport avec son objet ;
- Les emprunts ;
- Les dons et legs dans les conditions prévues par la loi ;
- Et toute autre ressource autorisée par la loi.

Article 15 – Personnel de l'Association

Des agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissements publics membres ou non membres de l'Association peuvent être détachés auprès de l'Association ou mis à disposition par voie de convention.

L'Association peut par ailleurs disposer de son propre personnel et procéder ainsi aux recrutements par voie de contrats de droit privé soumis au code du travail.

L'Association peut également mettre à disposition des collectivités territoriales ou des établissements publics, membres ou non membres, des personnels selon les modalités définies par les textes en vigueur.

Article 16 – Comptes annuels

Il est tenu au jour le jour une comptabilité régulière de toutes les opérations par recettes

et par dépenses, faisant apparaître un compte de résultat et un bilan.

L'Association tient également une comptabilité analytique.

Les comptes de l'Association sont arrêtés par le conseil d'administration et approuvés en assemblée générale.

Le contrôle des comptes est effectué par le commissaire aux comptes désigné par le conseil d'administration.

L'exercice comptable de l'Association commence au 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 17 – Commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes est désigné par l'assemblée générale selon les modalités précisées à l'article 9.3 b) alinéa 6 des présents statuts.

Il s'assure que les comptes annuels sont réguliers et sincères, qu'ils donnent une image fidèle des opérations de l'Association, de sa situation financière et de son patrimoine.

Le commissaire aux comptes est obligatoirement convoqué aux conseils d'administration et aux assemblées générales au cours desquels les comptes de l'Association sont approuvés et arrêtés.

Titre V – Dispositions diverses

Article 18 – Règlement intérieur

Le conseil d'administration pourra éventuellement approuver un règlement intérieur précisant les modalités d'exécution des présents statuts.

Article 19 – Indemnités

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent être remboursés sur justificatifs.

Article 20 – Application du code de la commande publique

Les règles de passation des marchés prévues par le code de la commande publique s'appliquent aux achats réalisés par l'Association.

Article 21 – Dissolution

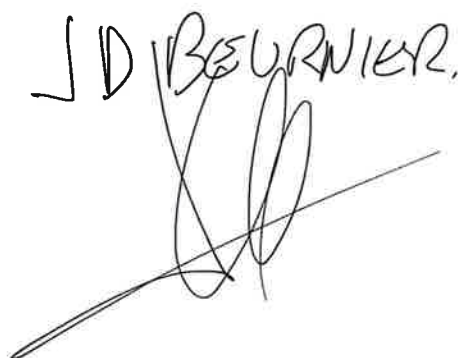
En cas de dissolution volontaire, statutaire ou judiciaire, sauf en cas de transformation de l'Association, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Fait à Marseille, le 12-01-2021



Bernard KLEYNHOFF
Président



Jean-Daniel BEURNIER
Vice-Président

